	<b>OPPOSITION A LA DECLARATION PREALABLE</b> (délivrée par le Maire au nom de la commune)
<b>DEMANDE DE DECLARATION PREALABLE</b> déposée le : 14/06/2022	<b>Dossier n° DP 07010 22 A0112</b>
par : Madame THORGUE Suzy	Surface de plancher : m²
demeurant : 39, Rue de Charmenton 07100 ANNONAY	Destination : Changement de portail en bois par un enroulable
Terrain sis : 39, Rue de Charmenton 07100 ANNONAY	Réf. Cadastres : AC93

**LE MAIRE,**

VU la demande de DECLARATION PREALABLE susvisée,  
VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.421-1, L.421-6, L.422-1, L.422-5, L.423-1, L.424-1, L.424-7,  
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 juin 2019.,  
VU le règlement de la zone UBp  
VU l'affichage du dépôt de la demande en mairie le 14/06/2022,  
VU les avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 16/06/2022 et du 29/07/2022,

**Considérant** l'avis défavorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 29/07/2022,

**Considérant** que le dossier ne comporte pas les pièces exigibles en application du livre IV du code de l'urbanisme ou ces pièces ne sont pas exploitables. L'architecte des Bâtiments de France n'est donc pas en mesure d'exercer sa compétence et s'oppose en l'état du dossier à la délivrance de l'autorisation de travaux,

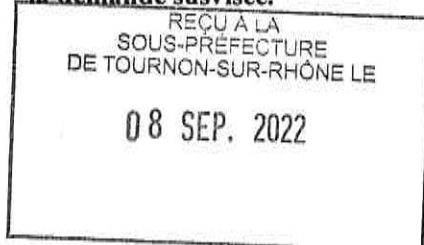
**Considérant** que les pièces demandées par acte du 16/06/2022 (notamment le dessin des façades, l'insertion graphique réaliste du projet dans son contexte, la description des matériaux et coloris exacts), conformément à l'article R.423-22 du code de l'urbanisme, n'ont pas été fournies.

**Considérant** que sans pouvoir en apprécier en totalité et en détails la qualité architecturale du projet, il est considéré que le projet est susceptible de ne pas respecter le règlement du Site Patrimonial Remarquable d'Annonay cité, ce qui ne peut faire l'objet d'un accord,

**Considérant** qu'en raison du manque de précision de ce dossier, il n'est pas possible d'apprécier avec exactitude la qualité du projet envisagé.

**ARRETE**

**Article Unique : Il est fait OPPOSITION à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.**



ANNONAY, le  
Le Maire, Simon PLENET



En application de l'article L.424-7 du code de l'urbanisme, la présente décision est transmise au préfet dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de la présente notification et de sa transmission au préfet.

**Délais et voies de recours :** Cette décision est susceptible d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Lyon. Compte-tenu des circonstances exceptionnelles, ce délai débutera à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire fixée par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID19.